COMPTE-RENDU NON CORRIGÉ DU DISCOURS PRONONCÉ AU CIRCULO DE ECONOMIA LE 30 MAI 2008.

Hubert Vedrine

Compte-rendu non corrigé du Discours prononcé au Circulo de Economia le 30 mai 2008.

Alors mon premier point c'est que certes nous sommes là pour réfléchir sur l'Europe dans le monde et la suite, mais nous sommes à un moment tout à fait important, tout à fait étonnant même, un peu inquiétant par certains côtés, qui est que la globalisation qui a été voulue par les Etats-Unis et par l'Europe occidentale pendant longtemps, qui a été voulue par l'économie de ces deux pays, par les entreprises de ces deux pays, est en train d'aboutir à des résultats paradoxaux. Parce que les gouvernements, les personnalités politiques et économiques qui ont voulu la globalisation qui n'est pas un phénomène de nature, c'est une politique, la politique de globalisation depuis plusieurs décennies, était sensée renforcer la suprématie occidentale. Ca ne se discutait même pas, c'était évident, c'est d'ailleurs pas la première globalisation dans l'histoire, il y'a eu une globalisation ibérique, par exemple au 16e siècle, pas tout à fait complète mais enfin importante déjà. Il y'a eu une mondialisation avant 1914, c'était une mondialisation britannique, avec une économie monde, une liberté de circulation, un étalon-or, une même monnaie, etc. Mais nous avons vécu ces dernières années une mondialisation dont le moteur était aux Etats-Unis mais largement en Europe aussi. Or, elle est en train d'aboutir, par un retournement paradoxal, à une redistribution de la puissance et des forces dans le monde qui est la plus importante à mon avis depuis le 16e siècle. Parce que du 16e au 19e siècle ce sont les Européens qui ont conquis le monde, qui l'ont colonisé, qui l'ont dominé, etc., avec un mélange de choses magnifiques et de choses horribles, et le 20e siècle c'est un siècle américain. Et là il ya une redistribution des forces qui se manifeste, et vous avez le phénomène des émergents. Tout le monde pense à la Chine, mais il n'y a pas que le Chine; la Chine c'est très frappant à cause du nombre, mais quand le Boston Consulting Group par exemple fait l'analyse des grandes entreprises mondiales qui sont originaires des pays émergents, mais pas uniquement de l'Europe et des Etats-Unis, ils partent d'une liste de 30 pays, 30 pays émergents. Il n'y a pas que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, il y'en a des tas d'autres auxquels on ne pense pas forcément maintenant. Et il est en train de naître sous nos yeux un monde multipolaire avec plus ou moins de pôles concurrentiels, instables, qui n'est forcément une solution à tous les problèmes mais qui se produit comme ça parce que ces pays ne vont pas nous demander la permission de se développer. Donc nous sommes face à un défi gigantesque. D'abord il y'a un défi qui concerne absolument tout le monde, vous l'avez dit Madame, il y'a un défi écologique, un compte à rebous écologique qui est très grave et qui ne concerne pas que le climat, il y'a évidemment le climat mais il y a aussi les conséquences de toutes les pollutions sur la santé publique, il y a la question des pénuries, il y a la question de la biodiversité, il y en a beaucoup. Ca c'est un défi collectif. Mais il y'a des défis qui concernent en particulier les pays occidentaux dans leur suprématie, dans leur puissance, il y a un défi énergétique, parce que la plupart des pays occidentaux sont dépendants, donc ils ont des soucis de dépendance et de sécurité; il y a un défi démographique, parce que, en moyenne les Etats-Unis, un peu moins mais en moyenne, les Occidentaux, leur part va diminuer, et diminue régulièrement; il y'a un défi stratégique, qui est lié à la perte du monopole de la puissance, pas la perte de la puissance, mais la perte de l'influence, mais la perte du monopole, donc ça veut dire qu'il va falloir composer sur certains points, il y 'a presque un défi philosophique, parce que depuis longtemps les Occidentaux ont pris l'habitude de parler comme s'ils étaient la Communauté internationale. En fait c'est un pseudonyme. Quand on dit la Communauté internationale ce n'est pas toujours les Occidentaux mais c'est très souvent les Occidentaux. On mélange les deux choses. Là il y a une interpellation philosophique terrible. Imaginez que la Chine dans 30 ans, pour vous situer en 2050, 2058, imaginez que la Chine ait inventé à ce moment là un discours sur les valeurs chinoises universelles. Ce n'est pas sûr, mais c'est une question que nous devons nous poser pour savoir comment nous nous situons par rapport à tout ça. Alors l'Europe dans tout ça. C'est mon second point. Est-ce qu'elle va être automatiquement un pôle. On parle comme si c'était évident, mais je ne suis pas sûr que ce soit évident. Je suis sûr que l'Europe est un pôle commercial, mais est-ce que c'est un pôle ou une entité statistique? Une sorte d'agrégat statistique? Alors sur le commerce on peut dire que c'est un pôle parce qu'il y'a une politique commerciale extérieure de l'Union européenne, tous les pays négocient, ils adoptent un mandat commun et il y'a un négociateur commun. C'est plus commode. Mais en dehors de ce cas particulier, est-ce que c'est vraiment un pôle ou une entité, un ensemble? En fait la construction européenne, on la raconte de façon mythologique très souvent, ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix par exemple, on dit toujours l'Europe c'est la paix mais ça n'a aucun rapport, c'est la paix qui a permis l'Europe, chronologiquement. C'est la paix imposée, alors il y'a eu l'Union soviétique naturellement, imposée par l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui a crée une situation de paix grâce à laquelle on a pu construire quelque chose. Mais les Européens eux-mêmes ils n'ont pas fait la paix, elle a été faite sans eux, ils étaient victimes de la guerre, d'une façon ou d'une autre la paix a été faite sans eux. Et n'y a eu aucun risque de guerre depuis, aucun risque de guerre entre européens donc l'Europe n'a pas eu de fonction par rapport à la paix. Elle est une fille de la paix. Elle n'est pas la mère de la paix. Donc ça c'est le premier point. Deuxièmement on oublie de dire que ce sont les Américains qui ont construit, qui ont déclenché le mouvement, après la deuxième guerre mondiale les Américains ne pouvaient pas prendre le risque d'abandonner l'Europe, ce qu'ils avaient fait après la première guerre mondiale, parce que Wilson n'avait pas été suivi par l'opinion publique et qu'ils étaient obligés de rester parce qu'il y'avait une menace soviétique sérieuse, pas une menace hypothétique comme l'Iran. Je parle d'une menace sérieuse, réelle, comme la menace soviétique d'après la guerre. Les Etats-Unis ne pouvaient pas prendre le risque de voir l'influence soviétique dominer l'Europe, c'était mortel pour eux. Donc il avait une coïncidence entre la générosité américaine et l'intérêt stratégique américain. Ca ça donne le plan Marshall, ça donne l'OCDE, ça donne des mécanismes de répartition des aides, et ça enclenche la construction européenne, parce qu'après la guerre les pays d'Europe n'étaient pas très pressés de coopérer avec l'Allemagne, pas tout de suite, c'était quand même un traumatisme terrible, très récent. Donc c'est les Américains qui enclenchent ça, et ils essaient d'obtenir que l'Allemagne soit réintégrée dans un système militaire; les autres européens ne veulent pas, le projet de Communauté européenne de défense est un projet américain en réalité, il ne marche pas mais les Américains obtiennent ça quand l'Allemagne entre dans l'OTAN. Et dans un second temps des grandes personnalités européennes prennent le relais et mettent en marche la construction européenne pour utiliser cette situation et la consolider économiquement, politiquement, juridiquement, etc. mais ce sont des petits groupes, il n'a jamais eu d'enthousiasme populaire pour eux, pour construire l'Europe. Alors dans la situation où nous sommes aujourd'hui, il me semble qu'il y'a un point important concernant l'Europe qui est clarifier de façon très utile les deux points très importants qui ne sont pas clarifiés pour la suite. Le premier point qui est clarifié c'est celui des institutions. Ca fait des années qu'on se dispute en Europe -on se dispute, enfin, il y'a une controverse politique, normale - à propos de la répartition des pouvoirs entre le niveau européen et le niveau de l'Etat-nation ou des régions. Cette discussion a duré quasiment depuis la préparation du Traité d'Amsterdam, de Nice, du Traité Constitutionnel, de Lisbonne. Il y'a eu des discussions terribles, entre ceux qui trouvent qu'on a déjà été trop loin, ceux qui voudraient aller beaucoup plus loin, ceux qui ont des positions intermédiaires, discussions entre les fédéralistes, qui considèrent que les Etats-Nations sont dépassés et doivent être remplacés par quelque chose d'autre, qui est une croyance qui, si on regarde le globe, qu'on ne trouve qu'a peu prés qu'en Europe de l'Ouest, sous cette forme, mais c'est lié à la guerre, c'est lié au sentiment de culpabilité du passé, donc beaucoup de discussions très compliquées. Dans les discussions en France sur le référendum c'était très caractéristique, c'était une extraordinaire confusion, parce qu'il y'a des gens qui votaient non par exemple parce qu'ils voulaient aller plus loin, parce que ça n'allait pas assez loin; ils votaient parce qu'ils avaient une utopie d'une Europe qui aurait fabriqué une sorte de peuple européen par le haut, la magie, le miracle des traités. Dans l'histoire de l'Eglise on aurait appelé ça le nominalisme. Donc il y'a eu une grande période de controverse sur les institutions, or ce point est clarifié puisque les 27 sont arrivés à un accord sur le traité de Lisbonne. Il est bien, il est pas bien, chacun peut avoir son point de vue mais c'est ça le point de vue des européens, le traité de Lisbonne. Mon pronostic, mais je n'engage que moi, je parle à titre tout à fait personnel, c'est que ça n'ira pas plus loin. Parce que je n'imagine pas un contexte en Europe, dans l'UE à 27 ou à 30 dans lequel les gouvernements relanceraient une discussion institutionnelle très compliquée, que personne ne leur demande sauf de toutes petites minorités, avec des discussions terribles pendant des années et un grand risque en ce qui concerne la ratification. Parce qu'il faudrait là aussi éviter à tout prix les référendums puisqu'on voit bien que le clivage maintenant entre les élites intégrationnistes et le grand public est très grand. Donc mon pronostic c'est que nous allons vivre très longtemps dans le traité de Lisbonne. Je ne peux pas dire historiquement que c'est le dernier traité, je n'en sais rien si on raisonne à 50 ans, comme vous, en tout cas très longtemps. Et d'une certaine façon c'est une bonne chose parce qu'il y'a eu beaucoup d'énergie qui a été dépensée sur ces questions et nous allons pouvoir utiliser les énergies en Europe à autre chose. L'autre chose c'est quoi, et bien c'est des nouvelles politiques communes, de nouveaux projets communs. Je ne vais pas les énumérer, c'est pour pas être trop long, mais le champ est très vaste, il y'a énormément de sujets qui sont à l'ordre du jour des présidences successives en ce moment. La question de la politique est très importante, la question de la politique d'immigration c'est très important, les différents volets d'une politique écologique, c'est très important, la réadaptation permanente de la PAC, c'est très important, plus tous les évènements de politique internationale, plus la gestion de la suite des élargissements, les relations avec les pays voisins, tout cela est très important. Et les politiques communes que nous allons pouvoir développer, elles peuvent concerner soit tous les pays, les 27, ou alors les pays de la zone euro, la question se pose toujours d'une coordination plus forte des politiques économiques et budgétaires et fiscales dans la zone euro, il faudra vraiment aller plus loin sinon un jour c'est l'euro lui-même qui sera en danger, donc là il y'a vraiment un impératif, mais ça peut être aussi des groupes plus petits, ce n'est pas forcément les 27. Dans les politiques nouvelles on peut imaginer que l'on utilise les techniques qui ont été mises dans les traités, de coopération renforcée, coopération structurée, il peut même y avoir des initiatives de groupes de pays; au départ ce n'est pas dans les mécanismes des traités, puis ça rentre dans les mécanismes des traités à un moment ou à un autre. Ca s'est souvent passé comme ça. Donc moi je m'attends à une phase comment dire moins théorique, moins controversée, plus constructive dans la construction européenne à partir de la ratification complète du traité de Lisbonne. Je suis assez optimiste sur ce point. Parce que la controverse théorique entre les souveranetés nationales et le fédéralisme c'est une controverse dépassée par ce traité. En revanche il y a deux points à mon avis qui ne sont pas encore clarifiés à propos de l'avenir du projet européen, qui sont des points angoissants pour les populations, pour les opinions publiques, c'est la question de la géographie, et c'est la question du rôle dans le monde. Alors la géographie c'est la question de l'élargissement. Il y'a en Europe aujourd'hui certains pays, dont la France et quelques autres, qui disent il faudrait peut-être un jour arrêter l'élargissement, on ne va pas s'élargir sans fin jusqu'au bout du monde, il y'a peut-être une logique à s'arrêter quelque part; et d'autres qui disent mais non pas du tout, l'Europe et une construction d'abord économique et commerciale, et plus on est nombreux mieux c'est. Donc il ne faut pas fixer de limites arbitraires. D'ailleurs on en est incapable, parce que si on prend tous les critères possibles et imaginables, l'histoire, la géographie, la langue, la religion, la culture, etc., on ne trouve pas de critères absolument nets pour trancher dans un sens ou dans un sens. La preuve la discussion sur la Turquie, il y'a des arguments pour et des arguments contre. On peut avoir les mêmes discussions sur l'Ukraine et sur beaucoup de sujets. Donc il y'a une sorte d'incertitude qui est encore ouverte, je comprends très bien pourquoi, mais moi je pense, car nous sommes là aussi pour donner des avis, je pense qu'il faudra un jour s'arrêter quelque part, et supprimer le poste de commissaire à l'élargissement. Parce que tant que vous avez un commissaire à l'élargissement, il élargit, c'est normal, c'est son métier. Mais je pense qu'un jour il faudra pouvoir dire voilà on s'arrête, et après nous avons comme Romano Prodi l'avait dit, une politique de pays-amis, l'anneau des pays-amis, ce n'est pas des politiques d'adhésions, c'est des politiques d'amitié, de coopération, d'échanges, tout ce qu'on veut. Ce n'est pas hostile de dire on s'arrête quelque part, c'est simplement logique. D'ailleurs les Etats-Unis se sont arrêtés quelque part, non? Ils ont éliminé les Indiens, après ils sont allés jusqu'au Pacifique, et ils n'ont pas fait rentrer le Canada et le Mexique. Et comme mon ami Madeleine Albright me disait, «vous, les Européens, vous êtes égoïstes, parce que vous n'avez pas fait encore rentrer la Turquie», je lui disais «vous, vous êtes égoïstes parce que vous n'avez pas fait rentrer le Mexique; et vous devriez faire entrer le Mexique et donner des sénateurs aux Mexicains, des sénateurs aux Canadiens, pas simplement faire l'ALENA pour les dominer économiquement». Bon, donc c'est une plaisanterie, mais c'est pour dire que moi je fais partie de ceux qui pensent qu'à un moment ou à un autre il faut s'arrêter quelque part, se stabiliser, et dire aux citoyens d'Europe, l'Union est constituée, et pas maintenir une sorte d'incertitude, qui je crois est un élément d'affaiblissement. Bien évidemment il y'a des points de vue tout à fait opposés, mais ça finira par être tranché parce qu'on voit bien que ça porte sur la Turquie, l'Ukraine, les Balkans occidentaux, et il y'a 3 ou 4 pays qui évidemment seraient accueillis en Europe s'ils changeaient d'avis, c'est-à-dire la Norvège, la Suisse et l'Islande, qui se trouvent très bien comme ils sont mais s'ils changeaient d'avis ce serait différent. Alors ça se stabilisera, je ne sais pas, entre 30 et 35, et il me semble qu'à ce moment là on sera politiquement plus fort pour développer un sentiment de citoyenneté et d'appartenance. Pour chaque citoyen d'Europe si les choses sont construites, parce que ce n'est pas agréable d'être dans une maison qui est en chantier tout le temps, c'est pour ça qu'il faut arrêter de dire que quand un traité n'est pas satisfaisant il faut préparer le traité suivant. Faut arrêter de dire ce n'est qu'une étape, le prochain traité sera meilleur; non, moi je ne raisonne pas comme ça, nous avons Lisbonne, nous travaillons dans Lisbonne, dans le traité de Lisbonne. Alors le dernier point qui n'est pas clarifié, à mon avis, c'est la question du rôle de l'Europe dans le monde. Est-ce que c'est une puissance ou pas? Les Français ont adoré le terme d'Europe-puissance, il y'a eu des milliers de coloques en France sur l'Europe-puissance, et les Français ne comprenaient pas bien pourquoi les autres n'étaient pas trop séduit pas cette formule. Et la plupart des Européens ne montrent pas le même empressement à parler d'une Europe-puissance. Alors on avait en tête les désaccords diplomatiques classiques, entre les diplomaties françaises, italiennes, allemandes, espagnoles, etc., mais je pense qu'il y'a une question plus profonde qui est de savoir ce que pensent les Européens en général, l'opinion européenne, et moi j'ai une thèse sur ce point qui est que les Européens qui ont pratiqué toutes les formes de nationalismes, de guerres, de colonialismes, enfin bon tout ça, pendant des siècles, après la seconde guerre mondiale ils se sont dit tout ça c'est fini; la puissance c'est très mal, ça conduit à la guerre, il faut arrêter, nous sommes dans un monde post-traumatique, nous sommes dans la gentille communauté internationale peuplée de 6 milliards et demi de boy-scouts et donc nous n'avons plus besoin de puissance. Et je crois qu'il y'a une majorité d'Européens qui espèrent faire une grande Suisse en quelque sorte. C'est-à-dire une zone du monde où on est très riche, très protégés, avec des droits extraordinaires, très respectés comme jamais ailleurs dans l'Histoire, et en même temps peu d'obligations et on espère que ça va marcher comme ça en dépit de ce qui se passe dans le monde extérieur. Moi je crois que ça ne peut pas marcher comme ça. Je pense que c'est une vision très sympathique, mais qu'elle n'a pas de rapport avec l'état du monde, et que ça marcherait bien si c'était justement un monde entier avec 6 milliards et demi d'Européens de l'Ouest. Mais nous sommes dans un monde qui, contrairement à ce qu'avait dit M. Fukuyama l'Histoire n'est pas finie, l'Histoire ne s'est pas arrêtée et il y'a des masses humaines immenses qui sont en mouvement pour se développer, elles ont le droit, et peut-être aussi pour prendre des revanches historiques, sauf si la vision du droit international l'emporte. Mais ce n'est pas évident, ce n'est pas évident. Donc cette question de la puissance à mon avis elle est posée. Je le dis parce que beaucoup de gens pensent qu'elle n'est pas posée, je pense que c'est automatique, on est une puissance commerciale et ça aura des conséquences. Beaucoup de gens en Europe croient dans les mécanismes. Dans les traités on met Politique Etrangère et de Sécurité Commune. Et puis on nomme un Monsieur PESC, Javier Solana, un ami personnel qui fait du mieux possible en essayant de trouver la synthèse entre la pensée des 27 .Et on avance, donc beaucoup de gens croient dans les mécanismes. Et moi je pense que les mécanismes n'ont pas changé les mentalités, les mentalités profondes des peuples par rapport à ça. Quand il s'agit de faire des déclarations générales sur la démocratie, la paix et les droits de l'Homme, tout le monde est d'accord, très bien. Vive les déclarations. Quand on est confronté à un vrai problème très compliqué, comme l'Iraq, ou un vrai très compliqué qui est le Proche-Orient, qu'est-ce qu'on fait? Les Européens sont très divisés. Il a fallu quand même presque 20 ans pour que les Européens se mettent d'accord sur le principe d'un règlement au Proche-orient, Israël dont la sécurité est garantie, l'Etat palestinien. Les Européens se sont mis d'accord sur les principes mais en pratique ils ne font rien, ils ne peuvent rien faire du reste. En pratique il ne se passe rien du tout. Ca dépend du débat entre Israéliens ou entre Israéliens et Américains, et marginalement les Palestiniens, donc l'Europe voudrait rester à une sorte d'attitude comme ça, où elle se réfère à des grands principes qui sont remarquables, donc très bien. Des positions, des postures, mais n'ose pas se remettre dans la mécanique opérationnelle des relations internationales. Donc moi je considère qu'il y'a un vrai problème, il y'a un vrai risque, et qu'il n'est pas sûr à ce stade que l'Europe soit un vrai pôle du monde multipolaire, et si elle devient pas un vrai pôle de puissance, elle sera impuissante, elle sera dépendante, elle regardera la suite du match entre les Etats-Unis et la Chine, etc., et un jour ou l'autre les Européens n'arriveront même plus à défendre leur mode de vie, parce qu'ils n'auront plus accès à l'énergie, parce qu'ils n'auront plus assez d'accès aux matières premières, parce que dans le débat sur le droit international, il y'aura d'autres conceptions que nous jugerons choquantes et qui malheureusement auront de la force et nous aurons perdu le pouvoir moral de dire ce qui est bien ou pas bien, quel pays est voyou, quel pays est celui auquel on va parler. On aura perdu cette espèce de pouvoir d'excommunication en fait. Donc il y'a un vrai sujet. Et moi je plaide pour que les responsables politiques européens parlent de ça, et qu'on arrive d'ailleurs un jour à des élections européennes, voire même à un référendum européen global sur le thème «est-ce que vous voulez ou non que l'Europe soit une vraie puissance dans le monde», et tout ce que ça entraîne sur le plan de l'organisation et des objectifs. Voilà le point qui me paraît utilement clarifié, ce sont les institutions, la répartition des pouvoirs et des rôles; les deux points qui me paraissent devoir être clarifiés mieux, c'est la géographie et le rôle dans le monde. Alors je terminerai mes remarques en me demandant devant vous ce que peut faire l'Europe avec ses points forts et ses points faibles dans la mondialisation. Alors d'abord nous sommes dans la mondialisation, c'est à dire que ce n'est pas la peine de perdre du temps pour savoir si nous sommes pour ou contre la mondialisation. En France il y'a des intellectuels qui aiment cette discussion, en Espagne c'est peut être non, parce que l'Espagne est très, -une sorte d'énergie positive extraordinaire depuis qu'elle est sortie d'avant quoi. Et donc ça continue on sent l'élan, alors que la France se pose des questions extraordinaires sur elle-même, bon, depuis longtemps. Alors comment positionner l'Europe le mieux possible dans la mondialisation? D'abord je pense qu'il faut une bonne réponse dans chaque pays, parce que si on dit trop, par propagande pro-européenne, au fond dans chaque pays c'est un niveau insuffisant, trop petit il y'a que l'Europe qui est importante, on déresponsabilise le débat démocratique national et ça donne l'impression qu'au fond non pas l'Europe est un projet collectif, de volonté, mais le résultat d'une démission collective. Il ne faut pas que les 27 pays d'Europe se disent chacun moi je suis trop petit, donc c'est l'Europe qui va agir à ma place parce que je suis trop fatigué; ça c'est une mauvaise approche de l'Europe. La bonne approche de l'Europe c'est une construction où chaque pays dans les 27 a une volonté forte, la synthèse se fait par le haut. Mais par rapport à cette question de la mondialisation, il me semble que les Européens auraient intérêt à s'inspirer des Américains qui combinent mieux à mon avis des politiques apparemment opposées. Le discours politiquement correct sur la mondialisation c'est de dire c'est très bien, ça profite à tout le monde, tout le monde gagne, c'est «win-win», ça c'est le catéchisme, «win-win», bon en fait ce n'est pas vrai, tout le monde n'est pas gagnant bien sûr. Mais ça c'est le discours officiel donc le discours officiel c'est simplement l'ouverture, la réforme, l'adaptation, et cava marcher très bien, bon. Mais quand on regarde la réalité des choses, on voit que tout le monde ne profite pas de la mondialisation de la même façon, certains pays en souffrent à un certain moment, d'autres en profitent, tous les métiers n'en profitent pas de la même façon, toutes les personnes n'en profitent pas de la même façon, il y'a des gagnants et des perdants. Ce sont parfois des gagnants momentanés, ou des perdants momentanés, mais ce n'est pas si simple. Quand on regarde l'opinion publique, ce que j'ai fais l'an dernier parce que j'ai rédigé à la demande du Président Sarkozy un rapport sur la France et la mondialisation, donc j'ai regardé les opinions publiques. Et j'ai vu que dans tous les pays occidentaux, à une ou deux exceptions près, très rares, que dans tous les pays occidentaux, il y'a une majorité de gens qui trouvent la mondialisation négative. Même en Grande-Bretagne, même aux Etats-Unis. Et quand je rédigeais l'été dernier, le Financial Times a présenté une étude sur les opinions publiques où il y'avait encore des chiffres comme ça. Donc les Occidentaux disent oui: la mondialisation a des effets positifs, mais c'est quand même plus gênant pour nous. Les pays qui n'ont rien à perdre c'est différent, les pauvres et les pays émergents, ils n'ont rien à perdre, donc c'est très bien, c'est mieux. Et donc il y'a un vrai problème, et je crois que l'Europe jusqu'ici ne répond pas assez à l'ensemble du sujet. L'ensemble du sujet c'est de traiter aussi de la question de la solidarité avec les victimes de la mondialisation, c'est de traiter aussi la question des protections, pas le protectionnisme qui est absurde, qui fait régresser, mais les protections. Si vous regardez les Etats-Unis, ils ont des mécanismes de protection qu'ils n'hésitent pas à utiliser. Si le Président des Etats-Unis considère qu'un investissement est dangereux pour l'intérêt national, il peut dire non. Si vous faites ça en Europe, il y'a une discussion sans fin disant «c'est honteux, c'est souveraniste, c'est archaïque, c'est protectionniste, c'est très mal ça». Le président des Etats-unis a dit non au port de Dubaï qui voulait acheter les ports de la côte est des Etats-Unis, et c'est admis comme mécanisme. Je ne dis pas que c'est une bonne décision, je dis pas qu'il faut faire la même chose, je dis que les Européens feraient bien d'avoir des mécanismes comparables à ceux des Américains pour tirer le meilleur parti de la mondialisation et être capables de se protéger à certains moments sur certains points précis pendant un certain temps des aspects les plus destructeurs. C'est comme ça qu'on retrouvera un consensus politique. Et je crois que c'est comme ça qu'on peut dire dans chaque pays que ce soit l'Espagne ou la Suède ou l'Irlande et la Grèce, dans chaque pays pouvoir dire nous gérons vos intérêts dans la mondialisation. On n'est pas des propagandistes simplistes, aveugles, c'est à double tranchant, les Américains eux-mêmes le savent, donc il faut un élément d'équilibre. C'est un point de vue, je n'ai pas le temps de développer, mais tout le temps peut comprendre ce que ça recouvre. Simplement je veux souligner une chose, parler des protections momentanées ce n'est pas le protectionnisme. On n'a pas le droit de mélanger les deux choses. D'ailleurs même quelqu'un comme Peter Mendelson, qui est vraiment le libéral type, libre-échangiste type, a déclaré il y'a quelques semaines «oui je reconnais que compte tenu des conséquences de la mondialisation, il faudrait à un certain moment protéger»; protéger il l'a dit, certaines populations, certains métiers, certaines régions. C'est une gestion, la politique devrait être globale, ça permettrait de dire nous les Européens nous avons une politique de l'Europe dans la mondialisation et ce n'est pas simplement la politique d'adaptation. On ne va pas simplement s'adapter à ce que font les autres. Nous devons être un acteur aussi, et la globalisation ce n'est pas comme les saisons de la nature, ce sont des politiques. C'est donc ma conclusion, qui est que nous devrions collectivement essayer de faire de l'Europe un pôle régulateur du monde, vous l'avez dit Madame la Présidente sur l'aspect de droit international, c'est vrai dans beaucoup d'autres domaines, d'ailleurs le droit est touche à tout, c'est sans limites. Mais les Européens devraient se mettre d'accord pour que l'Europe soit un vrai pôle, pour réintroduire plus de règles dans la mondialisation, nous avons connu une période dans la globalisation, très sauvage, très efficace. Grâce à ça il y'a 200 à 300 millions de Chinois très pauvres qui sont sorti de l'extrême pauvreté, des Indiens, il y'a eu beaucoup d'enrichissements, dans une grande partie du monde, mais quand même il y'a tous les autres aspects négatifs. Donc nous devrions réintroduire plus de règles. L'ambassadeur de Bill Clinton à Paris, Felix Rohatyn avait pour coutume de dire «Roosevelt a sauvé le capitalisme en le réglementant», dans les années 1930. et on voit que des autorités américaines ou britanniques, qui depuis 30 ans ne parlaient que des réglementations, privations, libéralisations, dérégulations, recule de l'Etat, etc.., commencent à corriger leur discours, en disant il faut un équilibre, il faut certaines règles, l'Etat a un rôle à jouer, on entend ça. Les banquiers européens se sont mis d'accord entre eux, même avec les banquiers britanniques, alors que la GB avait choisi une stratégie précise qui était le hub, d'être le hub du système financier et mondial dérégulé, donc d'être le hub de l' «économie-casino», il y'a des banquiers britanniques qui eux-mêmes disent, nous avons besoin que l'on nous donne quelques règles en plus, les règles prudentielles, les règles de ratio, etc. Donc il y'a une conjoncture qui me semble être intéressante compte tenu des crises récentes, financières et économiques, la crise agricole, les évidences sur le climat, la pollution, les pénuries, et les opportunités. Les Européens devraient y penser ensemble, pour avoir des choses à dire à la prochaine administration américaine. Il y'a peut-être un moment à saisir là. Bien sur ça devrait déboucher sur les questions d'institutions et d'organisation, et ce que nous avons devant nous c'est qu'il faut trouver des réponses aussi importantes et ambitieuses que celles de 1945. 1945 c'est quelques personnes que vous avez citées, qui ont pensé le monde par la suite, il y'a eu Bretton Woods, il y'a eu San Francisco pour l'Onu, il y'a eu La Havane pour le GATT, ce qui est devant nous c'est presque aussi important, et nous ne sommes plus les seuls en jeu, il y'a les autres, les autres partenaires. Il faut préparer ça. Donc voilà je conclue là-dessus, j'appelle de mes vœux une sorte de, je ne sais pas si c'est une conférence ou plusieurs, je ne sais pas, en tout cas une approche collective d'une meilleure organisation de ce monde dans lequel nous sommes, parce que sinon il va être très violent, très compétitif, et je ne sais pas comment on défendra nos intérêts fondamentaux et nos valeurs par rapport à ça.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > Compte-rendu non corrigé du Discours prononcé au Circulo de Economia le 30 mai 2008.

30/05/2008